

# FACILITÉ AFRICAINE DE L'EAU

Rapport sur l'état d'avancement

Juin 2006

## Table des matières

1	Introduction .....	1
2	Renforcement des capacités internes.....	1
2.1	Renforcement des capacités des ressources humaines.....	1
2.2	Élaboration du Manuel opérationnel de la FAE.....	2
2.3	Stratégie de communication de la FAE (SCO-FAE) .....	2
2.4	Stratégie de mobilisation de ressources de la FAE (SMR-FAE) .....	2
3	Activités opérationnelles de projets .....	2
4	Situation financière de la FAE .....	5
4.1	Contributions financières .....	5
4.2	Contributions en nature .....	5
4.3	Fonds engagés et effectivement décaissés .....	5
5	Sensibilisation, partenariats et initiatives régionales.....	6
5.1	4ème Forum mondial de l'eau.....	6
5.3	Gestion de l'information et des connaissances au sein du secteur de l'eau .....	6
5.4	Mécanisme régional de suivi.....	6
6	Reformes institutionnelles au sein de la BAD .....	6
7	Préoccupations .....	7
7.1	Capacités sur le plan des ressources humaines .....	7
7.2	Ressources financières .....	7
8	Activités et programmes prévisionnels .....	7
9	Conclusion.....	8

## **1 Introduction**

1.0.1 La Facilité africaine de l'eau (FAE) a été légalement créée en juin 2004. Elle a démarré ses activités au cours du dernier trimestre 2005, et son Conseil de direction a approuvé son Programme d'action 2005-2009 le 31 octobre 2005. Conformément aux dispositions de ce Programme d'action, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a à son tour approuvé le 19 décembre 2005 un budget et un Programme de financement indicatifs en faveur de ses activités prévues au titre de l'année 2006.

1.0.2 En vue de l'exécution efficace de son programme, la FAE a entrepris l'élaboration de manuels et de stratégies afin de renforcer ses capacités internes. Avec le démarrage en janvier 2006 de ses activités opérationnelles, elle a lancé plusieurs activités de cycle de projet à la fois au niveau de son bureau et dans les pays membres régionaux où elle a effectué des missions sur le terrain. Ces missions ont porté sur l'identification, l'évaluation préliminaire, les négociations et la mise en œuvre de projets. Le financement de son premier projet a été approuvé le 7 avril 2006, et il est en cours d'exécution.

1.0.3 Le présent rapport destiné au Conseil d'administration a pour objet de lui faire le point sur les activités de la Facilité depuis sa dernière réunion du 31 décembre 2005. Il traite de l'état d'avancement des tâches administratives destinées à consolider la FAE ainsi que de ses activités opérationnelles de base. Dans sa première partie, il fait état des activités mises en œuvre en vue de renforcer les capacités opérationnelles de la Facilité, alors que la deuxième partie met en exergue l'état d'avancement des activités de projet, et la troisième les activités et les initiatives en matière de sensibilisation. Quant à la quatrième partie, elle traite de la situation financière de la Facilité et, enfin, la dernière partie expose les difficultés majeures rencontrées tout en faisant des recommandations pour les étapes à venir.

## **2 Renforcement des capacités internes**

La FAE a poursuivi sa consolidation en renforçant son personnel et en élaborant des outils opérationnels ainsi que des directives visant à appuyer ses activités. Avec l'arrivée de trois nouveaux agents entre novembre 2005 et juin 2006, ses effectifs comptent actuellement sept personnes.

### **2.1 Renforcement des capacités des ressources humaines**

2.1.1 Le personnel de la FAE est actuellement composé de sept personnes travaillant à plein temps dont trois ont été recrutées grâce à l'appui des bailleurs de fonds à savoir l'Autriche, la Norvège et la France. Le Tableau 1 ci-après fait le point sur la structure du personnel ainsi que sur les organismes en détachant du personnel auprès de la Facilité. Outre le personnel permanent, la Facilité bénéficie dans le domaine de la communication de l'appui d'une Jeune professionnelle de la BAD qui y débute sa pratique.

2.1.2 Les postes qui restent à pourvoir sont les suivants: i) Spécialiste en gestion financière, ii) Environnementaliste, iii) Socioéconomiste, et iv) Socioéconomiste/Specialiste en genre. Le Département britannique du développement international (DFID) a accepté de financer le poste de Spécialiste en gestion financière.

2.2.3 Outre le personnel permanent, des consultants ont été recrutés en vue de l'exécution d'activités opérationnelles spécifiques telles que l'élaboration d'une stratégie de communication et la mise en place d'un site Internet, tâches pour lesquelles l'Agence autrichienne de développement a détaché un consultant à long terme.

**Tableau 1: État du personnel de la FAE**

Noms	Titres	Détaché(e) par
1. Kordje BEDOUMRA	Directeur	BAD
2. Tefera WOUDENEH	Expert en chef, Opérations du secteur de l'eau	BAD
3. Peter AKARI	Chargé en chef de la Politique relative aux ressources en eau	BAD
4. Hans SCHATAUER	Spécialiste principal en eau et assainissement	Agence autrichienne de développement
5. Torbjion DAMHAUG	Spécialiste principal en gestion des ressources en eau	Ministère norvégien des affaires étrangères
6. Yvan KEDAJ	Spécialiste principal en suivi-évaluation	Ministère français des affaires étrangères
7. Blanche KINIFFO-KOBEA	Assistante administrative	BAD
8. Sabrina HADJAJ AOUL	Chargée de communication	BAD (pour un an)

## **2.2 Élaboration du Manuel opérationnel de la FAE**

Un manuel opérationnel a été élaboré par la Facilité en vue d'appuyer ses activités de cycles de projet et, ce, en approfondissant les étapes prévues par les Procédures opérationnelles à l'aide d'outils, de directives et de formats détaillés sur les modalités d'identification, de préparation, d'évaluation préliminaire, et d'exécution des projets. Ce manuel a été soumis à l'examen d'un Comité interdépartemental de revue de la BAD; il sera bientôt soumis au Comité de la Haute direction de la Banque pour son aval, et sera opérationnel dès son approbation par le Comité du Conseil d'administration sur l'évaluation des opérations et de l'impact sur le développement (CODE).

## **2.3 Stratégie de communication de la FAE (SCO-FAE)**

Suite à la demande formulée par le Conseil de direction au cours de sa réunion d'octobre 2005, un projet de Stratégie de communication de la FAE a été élaboré et lui sera soumis à la faveur de sa troisième réunion qui aura lieu au Caire en juin 2006.

## **2.4 Stratégie de mobilisation de ressources de la FAE (SMR-FAE)**

Lors de sa deuxième réunion qui a eu lieu en octobre 2005, le Conseil de direction de la FAE a requis l'élaboration d'une Stratégie de mobilisation de ressources (SMR) définissant clairement les modalités de mobilisation des ressources ciblées par la Facilité en vue du financement de ses activités et, dans le même temps, de définir les rôles à jouer respectivement par la BAD, le Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW), et le Conseil de direction lui-même.

## **3 Activités opérationnelles de projets**

3.0.1 Depuis le démarrage de ses opérations en janvier 2006 à ce jour, la FAE est active sur près de 34 projets et activités dont 28 demandes de financement et six initiatives stratégiques (à caractère national et régional) menées conjointement avec d'autres partenaires et devant déboucher sur d'autres projets au plan national et régional. L'Annexe 1 contient un tableau faisant état de toutes ces activités en cours par la Facilité, accompagnées de leurs budgets.

3.0.2 Un projet est actuellement en cours d'exécution, et trois autres, dont les évaluations préliminaires ont été achevées, attendent d'être officiellement approuvés. Le Tableau 1 ci-dessous constitue un récapitulatif des propositions de projets reçues par la Facilité ainsi que des étapes de leur traitement. Par ailleurs, l'Annexe 1 comporte des tableaux qui fournissent des informations sur les propositions reçues dans le cadre de chacun des domaines majeurs d'intervention de la FAE.

**Tableau 1: Récapitulatif du nombre et de la situation des propositions de projet reçues**

<b>Étapes de projet</b>	<b>Acteurs gouvernementaux</b>	<b>Acteurs non gouvernementaux (ODB, OBC, ONG)</b>	<b>Total</b>
Propositions en cours de traitement	4	3	7
Propositions dans la réserve	11	8	19
Proposition rejetées	1	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>28</b>

3.0.3 Sur les 28 propositions de projet reçues, 16 provenaient d'acteurs gouvernementaux dont des Ministères centraux, des Départements et des Municipalités, et 12 d'acteurs non gouvernementaux dont des Organismes de bassins (ODB), des Organisations à base communautaire (OBC), et des ONG. Le traitement de sept projets est à une étape très avancée, et 19 autres ont été mis en réserve en attendant des informations complémentaires ou leur reformulation en vue de parachever leur processus d'évaluation préliminaire. Le Tableau 2 représente un état comparatif des projets et activités actuellement retenus au niveau de la réserve et ceux planifiés dans le cadre du Plan d'action et du budget 2006.

**Tableau 2: Tableau comparatif du nombre d'activités opérationnelles et des budgets prévisionnels et effectifs**

No.	Composante	Nombre d'activités planifiées pour	Nombre effectif d'activités et de projets en mai 2006	Budget prévisionnel 2006 (en euro)	Montant effectif du budget jusqu'en mai 2006 (en euro)
<b>1.0</b>	<b>Exécution de GIRE nationale</b>				
1.1	Systèmes d'information et des connaissances	3	3	2 000 000	1 790 000
1.2	Élaboration de politiques et réformes	3	2	5 000 000	1 900 000
1.3	Planification et exécution	3	5	6 000 000	4 165 975
1.4	Suivi-évaluation	5	1	3 000	70 000
<b>1.5</b>	<b>Sous-total GIRE</b>	<b>14</b>	<b>11</b>	<b>16 000</b>	<b>7 925 975</b>
<b>2.0</b>	<b>Gestion des ressources transfrontalières en eau</b>				
2.1	Information et connaissances	1	3	2 000	8 900 000
2.2	Suivi-évaluation	3	0	1 000	0
2.3	Cadre juridique et Stratégie de développement	4	2	4 500 000	2 165 000
2.4	Planification et Stratégie de développement, et appui au RAOB.	2	1	3 500 000	350 000
<b>2.5</b>	<b>Sous-total GRTE</b>	<b>10</b>	<b>6</b>	<b>11 000</b>	<b>11 415 000</b>
<b>3.0</b>	<b>Projets axés sur des initiatives régionales</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>3 544 035</b>
<b>4.0</b>	<b>Investissements</b>				
4.1	Préparation de projets	23	0	2 000	0
4.2	Investissements en faveur de petits projets	50	11	4 000	22 106 280
<b>4.3</b>	<b>Sous-total investissements</b>	<b>73</b>	<b>11</b>	<b>6 000</b>	<b>22 106 280</b>
<b>5.0</b>	<b>Total global</b>	<b>100</b>	<b>34</b>	<b>33 000</b>	<b>44 991 290</b>

3.0.4 Il ressort de ce tableau que tandis que le nombre total d'activités (34) dont la mise en oeuvre par la Facilité se poursuivait au cours de ces cinq derniers mois est inférieur à celui des activités planifiées (100) pour 2006; quant au montant effectif budgétisé (44,9 millions d'euros), celui-ci est supérieur au budget prévisionnel (33 millions d'euros). Cet écart résulte du nombre tout à fait réduit de demandes portant sur des investissements à petite échelle (11) par rapport au nombre des investissements initialement prévus (50). Au niveau des budgets, il provient plutôt d'une demande plus importante (8,9 millions d'euros) qu'il n'était prévu (2 millions d'euros) portant sur les Systèmes d'information sur les eaux transfrontalières. En outre, les projets d'investissement sont plus importants et par conséquent plus coûteux (2 millions d'euros par projet) qu'il n'était prévu au départ (80 000 euros par projet). Cette tendance indique que la FAE ne pourrait certainement pas être en mesure de satisfaire l'intégralité des demandes qui lui sont adressées relativement aux projets admissibles et, ce, compte tenu des contraintes budgétaires.

## 4 Situation financière de la FAE

### 4.1 Contributions financières

Sur le plan financier, la FAE a reçu des promesses et des contributions de l'UE et des gouvernements du Canada, de la France, du Danemark, de la Suède, de la Norvège et de l'Autriche. Le Tableau 3 présente les montants attendus de chacun de ces bailleurs de fonds, leurs modes de règlement ainsi que leurs états de paiement.

Bailleurs de fonds	Engagements				États des paiements		
	Monnaies	Montants (en millions)	Taux de change par rapport à l'euro <sup>1</sup>	Montant en euro	Période de paiement en années	Montants versés	Solde à verser
UE*	Euro	20,00		20,00	2,00	0,00	20,00
Canada	\$ Can	20,00	1,47	13,63	3,00	6,81	6,82
Norvège	NOK	30,00	7,92	3,79	3,00	1,28	2,51
Suède	SEK	45,00	9,45	4,76	3,00	1,56	3,20
Danemark	DKK	40,00	7,45	5,37	5,00	1,04	4,33
Australie	Euro	0,23		0,23	1,00	0,23	0,00
France**	Euro	12,00		12,00	5,00	0,00	12,00
<b>Total</b>				<b>59,78</b>		<b>10,92</b>	<b>48,86</b>

\* Les discussions sont fort avancées avec l'UE pour l'octroi de 10 millions d'euros à la FAE.

\*\* Les formalités nécessaires ont été remplies auprès de la France pour le versement de 4 millions d'euros.

### 4.2 Contributions en nature

4.2.1 Outre ces promesses et contributions d'ordre financier, des contributions ont été faites par des d'institutions sous forme d'assistance technique et de charges administratives. La BAD couvre les traitements et avantages sociaux de quatre membres du personnel permanent, ainsi que les coûts liés aux espaces de bureau, aux équipements et aux frais de fonctionnement. Cette contribution au titre de 2006 est estimée à près de 600 000 euros.

4.2.2 Le coût du personnel assistant technique détaché auprès de la Facilité par l'Autriche, la Norvège et la France au titre de l'Exercice 2006 se chiffre à près de 360 000 euros. Par ailleurs, l'Autriche couvre pour un semestre le coût d'un consultant chargé d'appuyer la FAE dans la mise en place d'un site Internet et la conception d'une stratégie de communication et d'information.

### 4.3 Fonds engagés et effectivement décaissés

Les engagements financiers effectivement opérés par la FAE sous forme de dons au titre de projets se chiffrent à 165 000 euros. Ce montant, sur lequel 65 000 euros avaient été décaissés en

---

<sup>1</sup> Les taux de change appliqués sont ceux du 30 juin 2005 obtenus auprès du Département de la trésorerie de la BAD (à l'exception du cas du Canada où est intervenu le taux qui était en vigueur à la date effective du virement effectué sur le compte de la FAE).

mai 2006, a été engagé en faveur du don approuvé – « Appui à la création de l’Autorité du bassin de la Volta ».

## **5 Sensibilisation, partenariats et initiatives régionales**

Plusieurs activités ont été lancées à l’initiative de la Facilité africaine de l’eau afin de renforcer ses liens au plan régional et international, notamment en vue d’établir des liens de coopération et des relations de travail saines avec les autres acteurs du secteur africain de l’eau. Le rôle qu’elle a joué dans la coordination de la participation effective de l’Afrique au 4ème Forum mondial de l’eau reste la plus importante de ces initiatives.

### **5.1 4ème Forum mondial de l’eau**

L’AMCOW a assigné à la BAD le rôle de représentant régional au 4ème Forum mondial de l’eau. Celle-ci a à son tour chargé le Directeur et le personnel de la FAE de la coordination du processus et de la fonction Secrétariat de la participation de la région Afrique au Forum.

### **5.3 Gestion de l’information et des connaissances au sein du secteur de l’eau**

La FAE a entamé la préparation de profils d’information et de connaissances au sein du secteur de l’eau de 10 pays en vue de susciter de l’intérêt pour le sujet tout en appuyant ou en renforçant les systèmes existant en la matière. Dans tous les pays, les études menées ont fait cas d’insuffisances majeures dans la création, la collecte, la conservation et la diffusion d’informations au sein du secteur de l’eau. C’est ainsi que la BAD a octroyé un appui au Ministère éthiopien des ressources hydrauliques en vue de l’organisation à Addis Abeba du premier d’une série d’ateliers en vue de débattre des conclusions du Rapport sur l’Éthiopie. Cet atelier s’est essentiellement soldé par une proposition de projet sur la conception de profils détaillés d’information et de connaissances au sein du secteur de l’eau, proposition qui a été soumise pour financement à la FAE qui prévoit d’organiser d’autres ateliers du genre dans d’autres pays.

### **5.4 Mécanisme régional de suivi**

L’AMCOW a demandé à la FAE d’organiser une table ronde des parties prenantes au suivi-évaluation du secteur africain de l’eau et de poursuivre le concept du Mécanisme africain de suivi-évaluation régional. Pour ce faire, elle a entamé le processus d’organisation d’une telle rencontre qui devrait avoir lieu à Tunis en septembre 2006, avec pour objectif majeur d’établir la coopération entre l’ensemble des partenaires en vue d’une meilleure coordination de leurs interventions en matière de suivi-évaluation aux plans national, sous-régional et régional. La FAE devra aussi poursuivre jusqu’à son terme logique l’étude entamée par le Ministère français de la coopération technique et qui portait sur le Mécanisme africain de suivi-évaluation régional.

## **6 Reformes institutionnelles au sein de la BAD**

Une réforme institutionnelle est actuellement en cours au sein de la BAD. Au terme de ce processus, un seul et même département accueillera l’ensemble des opérations du secteur de

l'eau. La FAE se retrouvera au sein du Département eau et assainissement nouvellement créé et ayant à sa tête un Directeur qui sera aussi le sien. Placer toutes les opérations du secteur de l'eau de la BAD ainsi que la FAE sous une seule et même direction permettra de créer une synergie qui aura un impact positif sur les Pays membres régionaux, car ces opérations s'en trouveront mieux gérées.

## **7 Préoccupations**

### **7.1 Capacités sur le plan des ressources humaines**

7.1.1 Il y a de cela six mois que la FAE a entamé son activité principale de traitement des dossiers de projets et, déjà, elle a enregistré près de 40 demandes de financement. Ces demandes ont été reçues au cours de ces derniers mois au rythme moyen de près huit par mois. Grâce à une meilleure sensibilisation à la Facilité suite à la mise en place d'une communication efficace, ce taux s'inscrira dans une tendance à la hausse, ce qui aura un impact majeur sur ses capacités limitées en matière de ressources humaines. La FAE ne dispose que de cinq professionnels sur les huit dont elle a besoin. Il s'impose donc de la doter de l'effectif requis dans cette catégorie de personnel ainsi que de trois agents des services généraux pour appuyer ce personnel.

7.1.2 La FAE comble actuellement son déficit en personnel permanent en recourant à des services de consultants. Au terme des réformes en cours et qui verront son intégration dans le même département que les opérations de la BAD, l'on pourrait assister à court terme à une plus forte optimisation de l'utilisation du personnel du nouveau département et, ce, dans l'intérêt commun de la BAD et de la Facilité. Cependant, à moyen terme, il est nécessaire de poursuivre les détachements promis par divers bailleurs de fonds afin de permettre à la FAE de mener à bien sa mission, indépendamment de l'évolution des contraintes de la BAD en matière de personnel.

### **7.2 Ressources financières**

Au titre du premier semestre de l'année en cours, l'engagement total en faveur des activités et des demandes de projets se chiffre à près de 44 millions d'euros. Les versements attendus en faveur du Fonds spécial de la FAE au titre de 2006 sont estimés à près de 35 millions d'euros. Par conséquent, il est tout à fait évident que compte tenu du taux de réception des demandes de financement, la Facilité ne sera pas en mesure de satisfaire aux sollicitations de toute sa clientèle. Il est donc nécessaire de redoubler d'efforts sur le plan de la mobilisation de ressources afin qu'elle puisse s'acquitter de sa mission, ce qui constitue un impératif pour les toutes premières années de sa création et vise à lui conférer à la fois crédibilité et fiabilité. Sa Stratégie de mobilisation de ressources actuellement à l'étude contribuera largement à la réalisation de cet objectif.

## **8 Activités et Programmes prévisionnels**

Pour le reste de l'année, la FAE aura à poursuivre sa propre consolidation en parachevant l'élaboration de ses outils administratifs et opérationnels, et en ne perdant pas de vue le

traitement des projets et des activités dans la réserve. Certaines des activités majeures à mettre en œuvre se présentent comme suit:

- a) **Activités:** Accélération du traitement et la mise en oeuvre de l'ensemble des demandes de financement soumises par diverses entités;
- b) **Communication et mobilisation de ressources:** Finalisation et mise en oeuvre de Stratégies de communication et de mobilisation de ressources;
- c) **Ressources humaines:** Poursuite des détachements de personnel promis par divers organismes bailleurs de fonds afin de pouvoir entièrement les huit postes de professionnels de la FAE;
- d) **Planification de programmes et budgétisation:** i) Mise à jour du Programme opérationnel (2005-2009), et ii) Élaboration du Plan d'action et du budget (2006) pour discussion lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration prévue en octobre 2006.

## 9 Conclusion

La FAE est sur la bonne voie en ce qui concerne son activité majeure visant à aider les pays africains ainsi que les organisations pertinentes à accéder aux fonds nécessaires à la satisfaction des besoins vitaux ressentis dans leur secteur de l'eau. En ce mois de juin 2006, la mise en œuvre d'environ 35 activités opérationnelles dont des projets et des initiatives régionales stratégiques se poursuit au moyen d'un budget estimé à près de 44 millions d'euros. Cependant, compte tenu de la tendance actuelle des sollicitations, la Facilité sera vraisemblablement confrontée à des contraintes d'ordre financier et de ressources humaines. Elle sera donc amenée à adopter des mesures d'atténuation de ce risque à court et moyen termes. Par ailleurs, elle devra pleinement tirer parti des réformes institutionnelles en cours en vue d'optimiser sa dotation en personnel grâce à la BAD, tout en accordant un appui concret à l'AMCOW et au Conseil de direction dans la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation de ressources des fonds requis.

## Tableaux récapitulatifs des activités, projets et budgets connexes

<b>TABLEAU I: EXÉCUTION DES PROGRAMMES NATIONAUX DE GIRE</b>					
<b>No. de réf.</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Pays</b>	<b>Description ou Objectif</b>	<b>État d'avancement</b>	<b>Budget en euro</b>
<b>A. Systèmes d'information et des connaissances</b>					
1	Évaluation diagnostique de l'état de l'information et des connaissances dans 10 PMR	Éthiopie, Ouganda, Tanzanie, Malawi, Lesotho, Tunisie, Sénégal, Rép. du Congo, Bénin, Ghana,	Évaluation de l'état des systèmes d'information et des connaissances, identification et préparation de projets d'appui en matière d'information et de connaissances	<b>Exécution en cours</b>	<b>70 000</b>
2	Renforcement du Système national d'information et des connaissances soumis par le gouvernement du Burkina Faso	Burkina Faso	Renforcement des capacités d'information sur les ressources en eau et de celles du Suivi de la qualité de ces ressources.	<b>Attend l'achèvement d'une étude</b>	<b>1 000 000</b>
3	Projet sur les Systèmes d'information et des connaissances en Éthiopie. Soumis par le gouvernement éthiopien	Éthiopie	Amélioration des systèmes d'information et de gestion des connaissances du secteur de l'eau	<b>Évaluation en cours. Approbation prévue en juin 2006</b>	720 000
<b>B. Élaboration de politiques et reformes</b>					
4	Renforcement des capacités en GIRE. Soumis par des ONG et GTZ	Bénin	Renforcement de capacités destinées à la GIRE, et élaboration de plans en GIRE au niveau de districts	<b>Modification demandée</b>	<b>1 500 000</b>
5	Niger (PANGIRE)- Plan d'action en matière de GIRE pour le Niger. Soumis par le Ministère de l'eau, de l'environnement et de la lutte contre la désertification	Niger	Élaboration d'un Plan d'action national en matière de GIRE en vue de la mise en oeuvre efficace de la gestion intégrée des ressources en eau et du programme d'investissement connexe.	<b>Introduction le bénéficiaire d'un projet de demande en mai 2006. Demande examinée par la FAE en tant que base d'une proposition plus détaillée qu'elle attend</b>	<b>400 000</b>

<b>C. Planification et exécution</b>					
<b>No. de réf.</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Pays</b>	<b>Description et Objectif</b>	<b>État d'avancement</b>	<b>Budget en euro</b>
6	Programme de l'IAEAR soumis par le gouvernement du Cameroun	Cameroun	Préparation de l'Initiative d'adduction d'eau et assainissement en milieu rural (IAEAR)	<b>Attend la soumission des TDR</b>	<b>1 000 000</b>
7	<i>Préparation du plan du Burundi en matière de GIRE.</i> Projet soumis par le partenariat mondial pour l'eau en Afrique de l'Est	Burundi	Élaboration d'un plan en matière de GIRE et de gestion efficace des ressources en eau	En cours d'évaluation. Approbation prévue en juin 2006	480 000
8	Introduction par le gouvernement angolais du Programme de l'Angola en matière IAEAR	Angola	Préparation de l'Inventaire de l'adduction d'eau en milieu rural et du Programme d'assainissement en Angola	<b>Attend la soumission de TDR</b>	<b>1 000 000</b>
9	<b>Préparation du plan directeur et du projet d'assainissement pour la ville de Ziguinchor au Sénégal.</b> Projet soumis par le gouvernement sénégalais	Sénégal	Préparation du plan directeur de l'assainissement, étude de faisabilité et conception du projet prioritaire	<b>À l'étude</b>	<b>685 975</b>
10	Programme IAEAR du Tchad. Projet soumis par le gouvernement tchadien	Tchad	Préparation de l'Inventaire sur l'adduction d'eau et du Programme d'assainissement en milieu rural	<b>Attend la soumission de TDR</b>	<b>1 000 000</b>
<b>D. Suivi-évaluation</b>					
11	Évaluation diagnostique de l'état du S&E dans 10 PMR		Évaluation de l'état du Système de S&E, identification et préparation de projets d'appui au S&E	<b>Attend la soumission de TDR</b>	<b>70 000</b>
	Sous-total				<b>7 925 975</b>

**TABLE II : GESTION DES RESSOURCES  
TRANSFRONTALIÈRES EN EAU**

No. de réf.	Intitulé	Pays	Description ou Objectif	État d'avancement	Budget en euro
<b>A. Information et connaissances</b>					
1	<i>Projet HYCOS du bassin du Niger.</i> Soumis par l'Autorité du bassin du Niger (ABN)	Couvre 9 pays ouest-africains: Bénin, Burkina, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Nigéria, Tchad	Permettre à l'ABN et aux services hydrologiques nationaux d'améliorer leurs systèmes d'information et des connaissances hydrologiques requis pour la GIRE et la mise en valeur des ressources en eau dans le cadre de la Vision commune et d'autres programmes	Évaluation sur le terrain en mai. Remise du Projet de rapport d'évaluation le 7 juin. Réunion du GTDI vers le 20 juin. Approbation et signature de l'Accord de don en août 2006.	1 200 000
2	<i>Projet HYCOS du Lac Tchad.</i> Soumis par la Commission du Lac Tchad	Pays riverains du bassin du Lac Tchad	Mise en place d'un Système d'information et des connaissances sur les ressources en eau pour le bassin du Lac Tchad	Mission d'évaluation préliminaire programmée pour juin 2006	2 100 000
3	Projet IGAD HYCOS. Soumis par OSSIGAD	Éthiopie, Djibouti, Érythrée, Kénia, Somalie, Soudan et Ouganda	Renforcer les capacités régionales en vue d'assurer la gestion d'un système d'information et des connaissances, et asseoir une coopération régionale en matière de suivi-évaluation	<b>À l'étude</b>	<b>5 200 000</b>
4	HYCOS du bassin du Congo & évaluation du système d'information et des connaissances. Soumis par CICOS	États membres du CICOS: Cameroun, Rép. Centrafricaine, Rép. du Congo, RDC	Mise à jour du Programme HYCOS du bassin du Congo, appui à la réhabilitation des stations prioritaires, et évaluation des besoins en matière d'information et de connaissances	<b>Demande soumise et discutée. Attend TDR et propositions détaillés</b>	<b>400 000</b>
5	Renforcement du Réseau africain des organisations de bassin (RAOB)	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS)	Promotion du RAOB par le renforcement de ses rapports mutuels avec les OB, l'augmentation des membres, le renforcement des relations avec les organes régionaux et les bailleurs de fonds, l'harmonisation des cadres juridiques au sein des OB, l'amélioration du processus d'échange d'informations entre les états riverains, et le renforcement du Secrétariat du RAOB	Mission d'évaluation de la FAE effectuée du 12 au 20 mai 2006. En attente des clarifications convenues que doit apporter le Bénéficiaire en vue de la finalisation de l'évaluation	350 000

<b>B. Cadre juridique et Stratégie de développement</b>					
6	<i>Création de l'Autorité du bassin de la Volta.</i> Soumis par le gouvernement du Burkina Faso au nom des pays riverains du bassin	Côte d'Ivoire, Bénin, Burkina Faso, Ghana, Mali, et Togo,	Objectif: élaboration d'une convention portant sur la création de l'Autorité du bassin de la Volta grâce à une série de réunions consultatives et de résolutions nationales et régionales	Projet en cours d'exécution et en bonne voie. Première mission de supervision programmée pour les 8 et 9 juin 2006	165 000
7	Plan d'action stratégique du Bassin du fleuve Congo. Soumis par CICOS	États membres du CICOS: Cameroun, Rép. Centrafricaine, Rép. du Congo, RDC, et d'autres pays riverains	Élaboration d'un Plan d'action stratégique global sur le Bassin du fleuve Congo comme contribution à la Conférence des bailleurs de fonds sur le Congo	<b>Demande discutée. En attente des TDR et de la proposition détaillés</b>	<b>2 000 000</b>
	Sous-total				<b>11 415 000</b>

<b>TABLEAU III: INITIATIVES RÉGIONALES</b>					
<b>No. de réf.</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Pays</b>	<b>Description ou Objectif</b>	<b>État d'avancement</b>	<b>Budget en euro</b>
1	<i>Réunion consultative sur le suivi-évaluation</i>	Échelle régionale	Réunion consultative pour la création en Afrique d'une plateforme des partenaires au développement en matière de suivi-évaluation, mise en place d'un mécanisme de coordination de leur appui, création d'un cadre permanent de consultation	En préparation pour août/septembre 2006	20 000
2	<i>Atelier régional sur le suivi-évaluation</i>	Échelle régionale	Organisation d'un atelier régional avec la participation de toutes les parties prenantes au suivi-évaluation en vue de la mise en place d'une plateforme du suivi-évaluation en Afrique, mise en place d'un mécanisme de coordination du suivi-évaluation au sein du secteur africain de l'eau, établissement d'un cadre permanent de consultation en vue d'harmoniser/normaliser les activités de suivi-évaluation	En préparation pour fin 2006	100 000
3	<b>Coopération avec l'Initiative TIGER</b>	Échelle régionale	TIGER: initiative de l'Agence spatiale européenne visant à fournir des données destinées à la GIRE en Afrique et à appuyer le renforcement des capacités destinées à sa mise en œuvre. Les discussions quant à l'appui de la FAE aux aspects opérationnels sont avancées en vue de la mise en œuvre de la GIRE en Afrique du Nord, au niveau du Bassin du Lac Tchad, du Bassin du fleuve Congo, et dans le cadre d'activités menées au Niger	Discussions avancées pour la formulation de projets à mettre en oeuvre	1 500 000

8	Renforcement des ressources humaines pour la gestion décentralisée des ressources en eau: Projets types dans trois régions du Mali. Soumis par le Groupe EIER ETSHER, Ouagadougou	Mali	Renforcement des capacités en gestion décentralisée des ressources en eau et de la gouvernance au niveau de trois régions du Mali.	Proposition reçue et soumise à l'étude de la FAE/BAD. Évaluation sur le terrain programmée pour la période du 7-12 juin 2006	<b>400 000</b>
4	Évaluation, cartographie et gestion des ressources communes en eau de la sous-région. Exécution: Observatoire sahaélo-saharien (OSS).	Pays membres de l'IGAD: Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan et Ouganda	Création d'un centre d'information et des connaissances en vue d'appuyer la gestion durable des ressources transfrontalières en eau au niveau national et sous-régional	Proposition soumise et à l'étude	1 484 035
					<b>3 504 035</b>

**TABLEAU IV: PROJETS D'INVESTISSEMENT À PETITE ÉCHELLE**

No. de réf.	Intitulé	Pays	Description ou Objectif	État d'avancement	Budget en euro
1	<i>Extension du réseau l'adduction d'eau de Kigali.</i> Soumis par le gouvernement du Rwanda	Rwanda	Mise en place d'une station pilote de traitement d'eau en vue de l'extension du réseau d'adduction d'eau de Kigali	Évaluation préliminaire sur le terrain effectuée. Évaluation programmée pour juin 2006	2 000 000
2	Appui au développement communautaire. Soumis par le gouvernement du Mali	Mali	Mise en place d'un système d'adduction d'eau et assainissement en appoint au projet de développement social financé par la BAD	<b>Attend la proposition détaillée</b>	<b>6 000 000</b>
3	Appui aux organisations à base communautaire (OBC) en matière de gestion de l'approvisionnement en eau et assainissement. Soumis par GTZ au nom d'ONG	Togo	Appui aux organisations de la société civile pour une gestion durable de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement	<b>Attend la proposition détaillée</b>	<b>944 000</b>
4	Récupération des eaux de pluie à Bushenyi. Soumis par l'ONG HORIZONT3000	Ouganda	Amélioration de l'approvisionnement en eau et l'assainissement par la récupération des eaux de pluie et l'assainissement écologique	<b>À l'étude</b>	<b>147 000</b>

5	Adduction d'eau et assainissement pour les écoles primaires de Kisumu. Soumis par l'ONG HORIZONT3000 et une ONG locale, STIPA	Kénya	Récupération des eaux de pluies au niveau des écoles, et formation des communautés à la gestion de la récupération des eaux de pluies (REP)	<b>Modifications demandées</b>	<b>330 000</b>
6	Accès durable à l'eau au niveau de trois districts ruraux. Soumis par l'ONG ESSOR	Mozambique	Accès durable à l'eau et renforcement des pratiques d'hygiène au niveau des trois districts du Mozambique	<b>À l'étude</b>	<b>790 000</b>
7	Réhabilitation d'installations d'approvisionnement en eau en milieu rural. Soumis par le gouvernement du Malawi	Malawi	Réhabilitation de 10 installations d'approvisionnement en eau par gravitation en milieu rural	<b>À l'étude</b>	<b>3 650 000</b>
8	Projet d'assainissement de petites villes. Soumis par le gouvernement du Sénégal	Sénégal	Mise en place d'installations d'assainissement en milieu rural au niveau de trois centres communautaires ruraux	<b>À l'étude</b>	<b>5 573 000</b>
9	Gestion intégrée du bassin versant des fleuves Kibou et Tende. Soumis par le gouvernement du Kenya	Kenya	Améliorer la productivité et la durabilité des Systèmes d'utilisation des terres et de conservation des ressources en eau par l'approche de la gestion communautaire intégrée des bassins versants	<b>Attend la proposition détaillée</b>	<b>2 000 000</b>
10	<i>Initiation aux techniques de récupération des eaux de pluie.</i> Soumis par le gouvernement du Rwanda	Rwanda	Initiation aux techniques REP en vue d'améliorer la production agricole et la productivité des sols dans le district de Bugesera, au Rwanda	Évaluation préliminaire sur le terrain effectuée. Évaluation programmée pour juin 2006	572 280
11	Établir le lien entre la recherche, la technologie et le développement. Soumis par Edgerton University	Kénya	Organisation d'un séminaire de diffusion en août 2006	<b>À l'étude</b>	<b>100 000</b>
	Sous-total				22 106 280

<b>Récapitulatif de la valeur globale des projets</b>				
<b>Rubrique</b>	<b>Composante</b>			<b>Montants en</b>
<b>1.0</b>	<b>Mise en oeuvre de programmes nationaux de GIRE</b>			euro
1.1	Systemes d'information et des connaissances			1 790 000
1.2	Élaboration de politiques et reformes			1 900 000
1.3	Planification et exécution			4 165 975
1.4	Suivi-évaluation			70 000
<b>1.5</b>	<b>Sous-total GIRE</b>			<b>7 925 975</b>
<b>2.0</b>	<b>Gestion des ressources transfrontalières en eau</b>			
2.1	Information et connaissances			9 250 000
2.2	Cadre juridique et stratégie de développement			2 165 000
<b>2.3</b>	<b>Sous-total GRTE</b>			<b>11 415 000</b>
<b>3.0</b>	<b>Projets portant sur des initiatives régionales</b>			<b>3 544 035</b>
<b>4.0</b>	<b>Projets d'investissement à petite échelle</b>			<b>22 106 280</b>
<b>5.0</b>	<b>Total global</b>			<b>44 991 290</b>